

ÉDITORIAL...

«Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire de Chine ont décidé d'un commun accord d'établir des relations diplomatiques. Ils sont convenus à cet effet de désigner des ambassadeurs dans un délai de trois mois».

Ce bref communiqué a été publié simultanément à Paris et à Pékin. On peut s'étonner que la France ait mis si longtemps à prendre une telle décision, car enfin, depuis le 1^{er} octobre 1949, la République populaire de Chine existe! La «bonne presse» gaulliste a bonne mine de découvrir brutalement l'existence de sept cent millions d'êtres humains...

Il est bien évident que la reconnaissance d'un gouvernement par un autre gouvernement ne signifie rien en soi. Mais il est tout aussi évident que, dans le cas présent, la reconnaissance de la Chine populaire risque d'avoir, à plus ou moins long terme, des répercussions considérables sur la politique internationale. En effet, il est à peu près certain que bon nombre d'États africains vont suivre le mouvement. Et le Gouvernement de Pékin qui, peu à peu, s'installe et consolide ses positions en Afrique ne va pas manquer de profiter de l'occasion pour accentuer sa pénétration à la fois idéologique et économique.

Une question se pose: «Qu'est-ce qui a amené de Gaulle à reconnaître le gouvernement chinois?». Il est courant de s'entendre répondre que c'est pour «emmerder les Américains». L'explication est trop simpliste pour être exacte. Il est plus que probable que le «geste unilatéral» de de Gaulle va permettre aux Américains de sortir sans trop de dégâts de la situation impossible où ils se sont engagés en Asie. A ce sujet, le quotidien républicain *New-York Herald Tribune* écrivait récemment: «Sans l'aide de de Gaulle, nous ne pourrons avant longtemps nous sortir honorablement de nos embarras en Asie du Sud-Est...».

Il faut donc penser que fidèle à la fois à son nationalisme et à la devise «diviser pour régner», de Gaulle entend profiter au maximum du désaccord Moscou-Pékin pour tenter de couper le monde communiste en deux et de prendre le «leadership» en Asie et en Afrique.

N'oublions pas non plus que l'U.R.S.S. a pratiquement cessé toute aide à la construction économique de la Chine et qu'après le séjour en ce pays de représentants du patronat français, les ventes françaises de biens d'équipement à Pékin vont s'accroître rapidement. En échange de cette aide dont elle a un besoin absolu, la Chine pourrait «ralentir quelque peu» ses «activités» dans le Sud-Est asiatique. Quoi qu'il en soit, la Chine populaire va faire très prochainement son entrée aux Nations-Unies. Ses prises de position risquent fort d'entraîner les «Afro-Asiatiques» beaucoup plus loin qu'ils ne le désireraient. Les «Occidentaux» vont certainement passer de mauvais quarts d'heure!

Dans ces conditions, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur les conséquences heureuses de cet acte, tout entier axé sur le nationalisme. On peut certes trouver «bizarre» que la rencontre de deux nationalismes amène le «Défenseur de l'Occident» à s'acoquiner avec le prétendu «flambeau» de la Révolution prolétarienne permanente!
